

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 10 - 1 FRANC - 7-7-1971

U.S.A.

les secrets d'une guerre



Les secrets d'une guerre

L'affaire des fuites de documents secrets publiés dans la grande presse est intéressante à plus d'un titre. Il serait facile de la réduire aux classiques « dessous d'une guerre » ; les dirigeants U.S. ne s'en sont pas privés, arguant des impératifs de la sécurité nationale. Quant aux adversaires de l'engagement américain au Vietnam, ils y ont vu une confirmation de la thèse de « l'agression impérialiste » préparée avec soin et longuement préméditée. Nous laisserons les deux adversaires vider leur querelle : il est nécessaire de voir plus loin. Cette affaire jetée sur la place publique soulève au moins cinq problèmes principaux :

1. Les centres de décision aux U.S.A. : gouvernement ou « lobbies » politico-militaires dans l'ombre ?
2. Le rôle du Vietnam dans la stratégie planétaire des Etats-Unis.
3. L'échec de la guerre classique contre la guerre révolutionnaire.
4. Le jeu des opposants à l'engagement de leur pays dans le Sud-Est asiatique.
5. Les limites de l'information dans une nation en état de guerre.

1. La surprise embarrassée des officiels américains laisse supposer qu'une partie importante des mécanismes de la guerre du Vietnam leur échappe, consciemment ou non. Nous savions déjà qu'entre les prétentions constitutionnelles et les centres réels du pouvoir, il existe une marge sensible, et que toute démocratie (révée) débouche sur une « cryptocratie » (réelle). Le sociologue C. Wright Mills soutenait voici quelques années (in *le Pouvoir de l'élite*) que le pouvoir aux U.S.A. est entre les mains d'une couche hétérogène composée des dirigeants du Pentagone, d'hommes d'affaires représentant des industries de pointe et de hauts fonctionnaires jouant généralement le rôle de « conseillers ».

Plus récemment, l'écrivain J. Bosch dénonçait le « pentagonisme », c'est-à-dire la propulsion de la hiérarchie militaire à intervenir de plus en plus fréquemment dans les décisions d'ordre politique. Le fait que M. Henry Kissinger, conseiller spécial de Nixon pour les affaires étrangères ait pris connaissance de ce rapport dans le *New York Times* contribue à accréditer cette thèse. Si l'on ajoute que les « mesures spéciales » préconisées par le rapport nécessitaient l'aide des secteurs industriels de pointe (produits chimiques, électronique) le schéma de « gouvernement secret » apparaît comme

parfaitement cohérent. Qu'en pensent les libéraux, néo-libéraux et pro-américains de tout poil ?

2. Le rôle du Vietnam dans la stratégie des U.S.A. témoigne d'un cynisme politique rare et d'une incompréhension à peu près totale. Si le fait de vouloir empêcher la communisation (en l'occurrence au profit de la Chine) du Vietnam est un sentiment louable, par contre la nature de la guerre et les objectifs non avoués sont contestables. Le rôle joué par les U.S.A. depuis 1945 dans l'éviction de la France prouve que la part de hasard et le mythe du « grand peuple volant au secours du petit » relèvent de l'imagerie d'Epinal. L'installation du régime Diem a concrétisé cette politique de domination et d'éviction.

La coutumière expansion du Nord vers le Sud, constante dans l'histoire du Vietnam, a servi de prétexte, réel certes, mais qui cadrerait trop bien avec les objectifs stratégiques des U.S.A., à savoir l'installation d'un « cordon sanitaire » autour de la Chine, et la prétention de prendre la relève du Japon en ce qui concerne une zone d'influence en Asie du Sud-Est. Même si le rapport ne l'affirme pas nettement, cela transparaît sans peine. Quand aux méthodes, elles éclairent d'un jour curieux le « libéralisme américain » : installation de régimes indépendants, utilisation de mercenaires, espionnage, corruption, programmation de la « machine à tuer » : 1 million de dollars le Viet ; l'image est suggestive. L'impérialisme de la Chine et le totalitarisme du Nord-Vietnam n'excusent pas tout. Cependant, la théorie de l'ensemble politique selon laquelle l'abandon d'une position entraîne la chute graduelle des autres éléments aide à comprendre l'utilisation de méthodes dites « marginales ».

3. Ce rapport a le triste mérite de montrer l'échec des procédés de guerre classique contre la guerre révolutionnaire, échec dont l'escalade du conflit a fourni la démonstration. Les U.S.A. ont peut-être compris les techniques de la guerre subversive (cf. rôle de la C.I.A.), mais certainement pas sa dynamique profonde. La technique est fonction du dynamisme et de la cohérence idéologiques et l'idéologie crée la technique de lutte et non le contraire. Un programme militaire appliqué sur une réalité politique non contrôlée relève de l'utopie sanglante. M. Mac Namara espérant gagner la guerre au moyen de deux pro-

grammes militaires (l'un de 72 heures, l'autre de trente jours) est un naïf ou un criminel. Le général Taylor pour qui des bombardements massifs représentent la solution suprême témoigne d'une ignorance politique qui touche au dérisoire. Comment ne pas voir qu'un pays sauvagement bombardé se soude autour de ses dirigeants, aussi contestables que soient ceux-ci ? Le rapport est également muet sur le combat des Sud-Vietnamiens, pourtant concernés au premier chef. Il est visible que la victoire politique n'est même pas envisagée et que gagner la population vietnamienne n'est qu'un souci mineur. Cette partie du rapport est plus accablante pour les Américains, tant sur le plan humain que sur le plan politique. On y découvre un triple mépris des réalités politiques, des populations concernées et des vies humaines.

4. La parution du rapport a certes fourni des arguments concrets aux adversaires de la politique vietnamienne des dirigeants américains, mais derrière l'humanisme débordant des protestations vertueuses se cachent des projets politiques qui n'ont rien à voir avec les bons sentiments. Si l'on excepte de ce jeu les naïfs incurables, il faut reconnaître que cette opposition relève d'intérêts politiques et économiques contradictoires. Sur le plan politique, la lassitude de la population est exploitée par des hommes politiques généralement candidats ou futurs candidats à la présidence : Eugène McCarthy, ex-candidat à la Convention démocrate en 1968, Mc Govern, futur candidat démocrate à la présidence, Edward Kennedy tout frais lavé de ses récents scandales, les sénateurs Fulbright et Mansfield. Tous ces hommes qui appartiennent à « l'établissement » rêvent d'un nouveau style de domination pour leur pays. La politique du « gros bâton » chère à Théodore Roosevelt se révélant trop coûteuse et trop voyante, ils ont opté pour une voie qui, tout en sauvegardant les intérêts américains abandonne certains traits jugés anachroniques : régimes dictatoriaux et corrompus, expéditions militaires, etc... Ce qui permet d'investir intelligemment en épargnant des dépenses inutiles. En bref, ces politiciens désirent une exploitation plus subtile, susceptible d'éviter des conflits interminables. Il est utile de préciser que ces hommes politiques « new look » sont tous partisans du neutralisme et d'une convergence pacifique des deux grands vers des objectifs communs. En généralisant, disons qu'ils représentent la fraction avancée de la techno-bureaucratie américaine.

5. Cette affaire aura eu aussi le mérite de démontrer la puissance des moyens d'information aux U.S.A. ; et puis, le *New York Times* n'est-il pas l'organe de presse privilégié des hommes politiques neutralistes ? Ces relations montrent le lien qui existe entre les mass-media (dénoncées par le vice-président Agnew) et les fractions du système les plus « progressistes ». L'affaire des fuites a un relent de querelle électorale qui n'échappe à personne. Deux styles de domination s'affrontent sans vergogne. La démocratie américaine étale ses tares devant tous, les uns et les autres jouant avec la vie des peuples et des Etats, et à terme avec la vie de leur nation.

AXEL ALBERG.

Convergences

Revenons un peu sur les « faits divers » de la N.A.F. A quelques jours d'intervalle, une curieuse convergence de faits s'est manifestée à l'encontre des militants d'Action Française.

Angers : fortes peines de prison et d'amende, de la part du pouvoir judiciaire républicain...

Aix-en-Provence : l'anti-pouvoir gauchiste « condamne à mort » des royalistes de la N.A.F...

Montmajour : des gros bras d'extrême-droite, mal dirigés, s'en prennent physiquement à des royalistes de la N.A.F...

Il n'est pas du tout question de nous poser en victimes d'un méchant complot, ni de rechercher un quelconque chef d'orchestre clandestin hostile à nos militants jusqu'à vouloir leur élimination physique. Mais il faut constater que la triple offensive d'Action Française,

— contre le fascisme sous toutes ses formes,

— contre le gauchisme idéologique ou spontané,

— contre la bureau-technocratie euro-peïste,

il faut constater que notre triple offensive s'est heurtée à des positions acquises, à des partis bien installés et décidés à se maintenir coûte que coûte : leurs réactions plus ou moins contrôlées en témoignent.

Ces gens-là ont certainement leurs bonnes raisons, de leur point de vue. Ne les jugeons pas pour l'instant. Mais persuadons-nous qu'eux-mêmes nous ont déjà jugés. Ils savent nos raisons irréductibles.

Irréductibles à leur entendement, tout d'abord ; car ils se refusent à nous comprendre pour éviter d'être un jour contraints de nous emboîter le pas sur le chemin de la vérité politique.

Irréductibles également, parce qu'indestructibles ; nos raisons sont vraies, cohérentes, conformes à l'intérêt général ; chaque nouvelle génération d'Action Française les épouse avec intelligence et passion.

Depuis l'affaire Dreyfus et Maxime Real Del Sarte, depuis l'affaire Thalamos et les Camelots du Roi, la prison et les coups n'ont jamais retiré un seul militant à la cause royale.

Nos adversaires nous jugent irréductibles, donc conquérants. Ils voient bien notre force dans nos raisons. Et ils n'y peuvent répondre que par la seule force brutale et matérielle, soit du nombre, soit du légalisme, tels les Scribes et les Pharisiens, il y a deux mille ans. Ainsi avouent-ils leur impuissance totale à fonder leur action en vérité comme en justice.

Ainsi seront-ils balayés par l'Histoire.

MICHEL LEDOYEN.

Rien de neuf à l'Elysée

L'entretien accordé par le Président de la République à Jean Ferniot n'a pas suscité les passions, c'est le moins qu'on puisse dire. Comme des dizaines de chefs d'Etat, Pompidou a affirmé que l'ordre serait maintenu, sans que l'on sache ce qu'il compte faire pour mettre un terme aux causes profondes de désordre. Mais peut-être n'en a-t-il pas la moindre idée. Il est cependant demandé aux professeurs et aux parents de développer le sens de l'effort et de la discipline dans la jeunesse.

Une telle exhortation n'engage à rien, mais du moins les conservateurs seront contents et c'est l'essentiel. On a également appris que le gouvernement prendrait des mesures contre l'inflation. Sans blague ! J'oubliais : ces mesures seraient « énergi-

ques » Ah mais !

La suite des propos du Président se situe au même niveau. Analyse banale et incomplète des problèmes posés par les conditions de vie et de travail des Français d'aujourd'hui, réaffirmation de la nécessité de la construction européenne, vague baratin sur les relations franco-algériennes.

Ah ! si. On a appris des choses sur Pompidou lui-même. Il « aime faire plaisir », il « n'aime pas faire de la peine » et pourtant il passe son temps à en faire. Ce n'est pas drôle, la vie. Au moins, ça montre que nous avons un brave homme pour Président. Et quand il nous dit que tout ne va pas si mal, il faut le croire. Pour ne pas lui faire de la peine.

B. R.

ABONNEZ-VOUS A LA N.A.F.

(Lettre hebdomadaire royaliste)

Je, soussigné (nom)

demeurant (rue) n°

à (ville) (département)

souscrit un abonnement d'un an à la « N.A.F. » et verse la somme de (Tarif normal : 30 F. — Etranger : 42 F. — Etranger avion : 70 F.)

● chèque postal joint (C.C.P. N.A.F. Paris 642-31)

● chèque bancaire joint

● mandat-lettre joint

Date et signature :

Germanophones en France ?

Notre ami Pierre Chazal qui a déjà publié de nombreuses études sur la décentralisation a été frappé par une information récente mettant en cause le problème linguistique.

D'après le Monde du 29 juin, les Fédérations concernées du Parti communiste réclament l'enseignement de l'allemand dès l'école maternelle dans « les régions françaises de langue maternelle allemande ». Elles déplorent que « la politique d'assimilation linguistique menée depuis la Libération soit une des causes essentielles du sous-développement culturel des régions françaises de langue allemande, sous-développement qui touche surtout les travailleurs et leurs familles ». Elles préconisent de mettre en œuvre les moyens de permettre aux enfants un véritable bilinguisme, et condamne « les attermoissements confinant au sabotage d'une revendication populaire ».

On pourrait discuter sur les mobiles du P.C. dans des régions fortement gaullistes et démo-chrétiennes. Il n'en reste pas moins que nous ne pouvons qu'être entièrement d'accord avec cette position, d'autant plus que nous n'avons pas attendu le Parti communiste pour la prendre.

J'ai consacré à ces questions une page d'A.F.U. (la Décentralisation linguistique, janvier 1971). Les mesures proposées par les communistes y étaient présentées comme un strict minimum, et j'y parlais de toutes les régions françaises à particularisme linguistique. Il n'y aura bientôt plus que la « majorité » pour professer un vieux et stupide jacobinisme. Peut-être sentira-t-elle le danger...

La richesse d'un pays se mesure pourtant à sa diversité. C'est une chance pour un pays comme le notre, à vocation d'influence internationale, d'être multilingue. Tuer cette diversité est bel et bien, en effet, un sabotage.

Rappelons à nos lecteurs que les départements actuels, et aussi les Provinces de l'Ancien Régime, ne respectent pas les limites de nos pays germanophones. La Moselle comprend l'importante région francophone de Metz (annexée par les Allemands en 1871). Les communes francophones du sud du Haut-Rhin et le Territoire de Belfort sont plus jurassiens qu'alsaciens. De plus, l'exercice du Bas-Rhin (Sarrelunion) appartient à la Lorraine germanophone et non à l'Alsace.

Certains penseront peut-être que favoriser en ce moment l'allemand risque de renforcer la pénétration économique, et à terme politique de l'Allemagne en Alsace et en Lorraine. Qu'en pensent nos amis de l'Est ? Nous publierions volontiers leurs réflexions dans le forum de la « N.A.F. »

SANGUINETTI

Bouche d'Or

Tout arrive. La preuve : M. Sanguinetti a fait une déclaration où nous avons trouvé des propos pertinents. A Toulouse, le dimanche 20 juin, il disait en effet : « On ne maintient pas l'ordre avec la police, mais avec le soutien populaire. Il faut effacer les injustices. Il faut apaiser les inquiétudes. Le problème est social avant d'être politique. La France souffre du monde moderne. Elle suit des convictions de l'âge moral à l'heure où l'on aborde les incertitudes de l'âge industriel. Notre devoir est de rester sur la ligne de crête sans glisser ni à droite ni à gauche. C'est une erreur d'attribuer au petit d'homme la responsabilité des désordres dans l'université. C'est nous qui sommes responsables. Nous ne trancherons pas le problème en envoyant en prison des garçons de dix-huit ans dont je comprends la révolte si nous ne pouvons rien leur offrir d'autre que le libéralisme du passé ou le totalitarisme marxiste. »

A propos des grèves, Sanguinetti déclarait : « Il faut comprendre que la grève est un exutoire du travail industriel moderne. Ainsi, à la Régie Renault, les gestes sont immuables, les possibilités de promotion nulles. Les gauchistes ont pu ainsi utiliser l'insatisfaction des ouvriers spécialisés... »

Pour parler comme Jean-Marie Paupert, M. Sanguinetti serait-il en train d'accomplir sa mutation qui fera du régimiste d'acier un nafiste glouton ? On attendrait de lui ce cri du cœur : pour l'ordre, des C.R.S. par milliers ! C'est approximativement d'ailleurs ce que réclamait le même jour un des bavards du dimanche dont "le Monde" nous livre périodiquement les rodomontades. Non, l'homme dur de l'U.D.R. laisse entendre que ce n'est pas si simple, que l'ordre vrai n'arrive pas plus avec les C.R.S. que le Saint-Esprit avec les Cosaques.

Comment arrive-t-il alors ? Avec le soutien populaire, nous dit-il. La formule ambiguë doit être expliquée. Il est vrai que l'ordre social est « populaire » puisqu'il est l'expression d'une harmonie sociale, d'un corps politique bien organisé, dont le garant est un Etat apte à servir le bien commun. Un tel Etat reçoit l'assentiment populaire. La monarchie française, qui n'avait rien de démocratique, recevait cet assentiment.

Pour qu'il y ait union vraie entre l'Etat et le peuple, il faut que l'Etat exerce sa fonction de premier serviteur du peuple et que le peuple soit réellement un peuple, c'est-à-dire un corps organisé et non une masse indifféren-

ciée. C'est pourquoi, lorsque M. Sanguinetti explique que le problème actuel est social avant d'être politique, il dit une absurdité, puisque le problème social est avant tout politique.

Si le désordre s'institutionnalise, si le conflit ne se résout pas dans la concertation, c'est que la société n'est pas organisée, c'est qu'elle est ou tend à devenir sauvage. Une société sauvage a besoin d'un appareil policier mastodonte sous peine de sombrer dans le chaos total. Ainsi nous trouvons-nous engagés dans une infernale dialectique. La question est donc d'institutionnaliser l'ordre en rompant avec la dialectique « contestation-répression ». On n'y parviendra pas avec des recettes « sociales ».

On n'y parviendra que par une révolution politique qui redonnera au pays une authentique structure sociale. Seule la structure permet l'ordre puisqu'elle est principe d'organisation. La vie disparaît lorsque disparaît la structure constitutive qui assure l'unité substantielle du corps. Dans le cas du corps social, cette structure est politique. Cela, Sanguinetti ne peut l'avouer. Sinon, il remettrait en cause sa démocratie jacobine. Mais enfin on ne peut y échapper. Pour qu'il y ait un soutien populaire à l'ordre, il faut qu'il y ait une société ordonnée où le peuple puisse goûter les bienfaits de l'ordre. C'est ce que ne comprendront jamais nos bons conservateurs.

Le député de Toulouse parle plus loin de la crise morale. Il glisse rapidement sur ce terrain où on a vite fait de dire des sottises ou des banalités. Mais on doit lui reconnaître le mérite de mettre le doigt sur la plaie. Mettre des garçons de dix-huit ans en prison n'avance à rien. Si l'on n'est pas capable de répliquer à la petite prof' mao qui enflamme ses élèves avec des rêves de révolution permanente, en donnant d'authentiques convictions intellectuelles aux jeunes, on n'avancera pas d'un pouce. On n'avancera pas non plus avec le prêchi-prêcha droitiste sur la restauration des valeurs ou de vertus formelles. Les vraies valeurs et les vertus authentiques s'enracinent dans une philosophie de l'existence, s'inscrivent dans une finalité profonde. Mais cela, où M. Sanguinetti ira-t-il le chercher ? Dans son catéchisme gaullois, dans la manuel moral des C.D.R. ? Il ne suffit pas de dire « ni droite, ni gauche », pour trouver la solution ou l'enseignement doctrinal nécessaires.

A propos des conflits de chez Renault, M. Sanguinetti reconnaît enfin que les gauchis-

tes n'ont pu agir que parce qu'ils avaient un terrain tout préparé. Evidemment ! La contestation gauchiste n'aurait pas cette ampleur s'il n'y avait de vrais motifs de contestation.

Tout cela est donc très juste. Mais nous restons sur notre faim. Aucun élément de réponse ne nous a été donné et les propos du dimanche de M. le Député s'envoleront, vite oubliés. Les problèmes demeureront, la contestation, le gauchisme, le malaise général, la crise de civilisation.

C'est pourquoi nous continuerons, pour notre part, à rappeler nos vérités premières, à développer notre enseignement doctrinal, et à conspirer contre un régime de désordre. Car les réponses que ne donne pas M. Sanguinetti, nous les donnerons. Et tant pis pour sa république.

Gérard LECLERC.



MEMBRE ETUDIANT DE LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE - 37, Avenue - JUIN 1971 - Numéro 166 - 13 rue

une nouvelle
ACTION
FRANÇAISE

Franco : 1 F

Abonnement étudiant : 8 F

Normal : 12 F

C.C.P. A.F. Université

1918-59 Paris

1901

"Mes respects M. le Préfet"

Si vous voulez fonder une association de joueurs de boules, allez d'abord demander au Préfet si M. Marcellin n'y voit pas d'inconvénients.

Voilà le sens de la modification de la loi de 1901 arrachée sur le coup de 2 heures du matin à une Assemblée endormie.

Entre deux arguments juridiques intéressants, Mitterrand s'est laissé aller à une ou deux tirades sur le « mauvais coup » porté aux principes républicains par un frein à la liberté d'association. Comme si la liberté d'association était une « conquête républicaine ». Trop individualistes pour tolérer des associations face au gouvernement, les révolutionnaires ont supprimé toutes les associations de l'Ancienne France. Ce fut à la fin du XIX^e siècle seulement que le droit d'association fut arraché à la République par le Pays Réel.

Comme aujourd'hui la carotte de Guichard ne fait plus recette il ne reste plus qu'à donner la matraque de Marcellin.

Cette restriction à la loi de 1901 n'est pas une innovation ; puisque même en matière commerciale, on avait pensé soumettre les sociétés à une vérification préalable de leur conformité juridique.

Ainsi la société éditrice de la N.A.F. serait soumise à l'autorisation préalable, donc au contrôle du gouvernement. Ecarté pour les sociétés commerciales, ce système vient d'être adopté pour mieux asseoir le contrôle de la Préfecture de Police sur l'activité politique française.

Que M. Marcellin prenne garde à ce qu'un jour un juriste vicieux ne transforme une association de joueurs de boules en organisation terroriste...

J. L.

la vie des communes françaises

Le débat télévisé Dubedout - Charbonnel n'a pas apporté les satisfactions qu'on pouvait légitimement en attendre. Bien amené par deux films complémentaires plus qu'opposés, il aurait dû normalement déboucher sur le procès d'un Etat omnipotent et centralisateur qui astreint aujourd'hui de nombreuses communes à la mendicité pour pouvoir survivre. Il n'en a rien été, excepté quelques réflexions pertinentes du maire de Grenoble, mais qui souffraient de ne pas être insérées dans une conception d'ensemble de l'organisation des institutions locales.

Reconnu comme l'animateur privilégié de la vie locale par la loi de 1884, le maire avait reçu à l'époque les moyens lui permettant d'exercer efficacement ses fonctions. Les choses ont malheureusement bien changé aujourd'hui. Le maintien de l'ordre public a été confié à des services de l'Etat dont le maire n'a pas la disposition. Les équipements et travaux dont la réalisation est imposée aux conseils municipaux supposent l'existence de ressources qu'elles ne possèdent que très rarement.

M. Dubedout n'a pas caché certaines de ces difficultés. En administrateur avisé, il s'est placé sur le terrain concret où il a plus d'une fois mis son adversaire en mauvaise posture. Mais le maire de Brive est un homme heureux : sa ville ne connaît pas encore les inconvénients

d'un développement industriel accéléré et l'on n'ignore pas l'ampleur des faveurs de l'Etat envers les villes et départements qui « votent bien ». Aussi n'a-t-il guère de problèmes et s'en félicite-t-il ; cette situation est trop exceptionnelle pour qu'on la prenne en considération.

En revanche, le cas de Grenoble est beaucoup plus intéressant. M. Dubedout a su parfaitement illustrer la faiblesse des élus locaux en face de l'omnipotence de l'administration, surtout financière, dont M. Charbonnel (conseiller référendaire à la Cour des Comptes) s'est fait l'ardent défenseur. L'un et l'autre, néanmoins, n'ont pas su définir la nature et l'étendue des libertés locales, ni proposer les moyens d'en assurer l'expression. Pour M. Charbonnel, c'est compréhensible : il existe une structure pyramidale de la société où chacun bénéficie du maximum possible dans la mesure où il y a harmonie entre le pouvoir politique central et le pouvoir politique local. Traduit en termes démocratiques, cela veut dire que le parti au pouvoir doit l'être du sommet à la base et inversement. Si tel est le cas, les problèmes pratiques se trouvent, à son avis, pratiquement résolus.

M. Dubedout s'est montré plus réaliste. Toutefois, son espérance dans la démocratie laisse rêveur. Qu'en attend-il ? La logique démocratique pousse au contraire à une centralisation d'autant plus accrue que la démocratie est plus étendue.

En résumé, la question fondamentale a été escamotée, à savoir la possibilité de faire vivre librement et harmonieusement des corps intermédiaires territoriaux dans un régime politique de type unitaire. Nous savions, quant à nous, qu'il ne pouvait en être autrement dans ce type d'émission où les participants partagent les mêmes convictions profondes et ne se séparent que sur des modalités d'application.

C. D.

NOTRE PRESSE

DOSSIERS D'ACTION FRANÇAISE, trimestriel :
Dernier dossier paru : « L'Etat contre les libertés locales ? ». Franco : 3 F.

Abonnements : un an : 10 F ; étudiant : 5 F.

A.F. UNIVERSITE, mensuel

Numéro spécimen contre 1 F en timbres.

Abonnement : 1 an normal : 12 F ; étudiant : 8 F.

NOUVELLE ACTION FRANÇAISE, hebdomadaire :

Numéro spécimen contre 1 F en timbres.

Abonnement : 1 an : 30 F.

SERVICE LIBRAIRIE

Charles MAURRAS

Lettres de prison ...	20 F
Critique et poésie ..	22 F
Mes idées politiques	20 F

A. BLANC
DE ST-BONNET

Politique réelle	8 F
------------------------	-----

Pierre BECAT

Napoléon et le destin de l'Europe	26 F
--	------

Jacques PERRET

Rapport sur le paquet de gris	15 F
Le vilain temps	15 F

Bernard de VAULX

Charles Maurras	15 F
----------------------	------

Carnet de chants de la N.A.F.	3,50 F
---------------------------------------	--------

Adressez vos commandes
au service librairie accompa-
gnées de leur montant (aug-
menté de 1 F pour frais d'en-
voi).

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

17, rue des Petits-Champs,
Paris - 1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement 30 frs.
C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpresse
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

LES GRANDS PRIX
D'UN FESTIVAL

CANNES 1971

Pour son 25^e anniversaire, le festival de Cannes a tenu à décerner une récompense spéciale et le fait que ce prix ait été attribué à un film tout à fait hors du commun n'est peut-être pas une coïncidence. Réjouissons-nous en tout cas que l'art soit enfin à l'honneur et donne à cette banale manifestation un éclat inaccoutumé.

Amoureux des beautés décadentes, Visconti requiert de notre esprit un effort de simplicité dans l'acceptation de sa vérité. Il faut pour aimer son « Mort à Venise » faire acte d'humilité et se laisser entièrement pénétrer par ce chant sublime, ne pas se croire obligé de se récrier devant un lever de soleil sous prétexte que l'on en a déjà vu beaucoup parce que précisément la force de celui-ci est d'être beau en venant après les autres.

Aucun esthétisme inutile ne marque ce film — rencontre de la peinture, de la musique et du cinéma. Comme dans ces contes d'enfants où un vent soudain se levant les tableaux s'animent, les belles dames de Monet se trouvent douées de mouvement et évoluent avec grâce sur cette plage du Lido qui ressemble étrangement à celle de Deauville. Venise elle-même ne donne pas lieu à une débauche d'images faciles car on reste toujours en deçà du décor. C'est peut-être là l'effort sublime de Visconti que d'être arrivé à se détacher provisoirement de sa passion du théâtre.

Son choix de l'œuvre de Thomas Mann le ramène par contre directement à la décadence. Que ce soit celle de son héros ou celle de la société tout entière, elle est constamment présente derrière la beauté et la mort. Les deux vers de Platon :

« Celui dont les yeux ont vu la beauté
à la mort dès lors est prédestiné. »

symbolisent le bouleversement fatal qu'éprouve l'artiste lorsqu'il découvre la perfection humaine et accepte de la contempler au péril de sa vie. Mais il semble que dans l'esprit de Mann comme dans celui de Visconti, ces deux notions soient liées par ce que l'artiste ne peut atteindre la beauté qu'au moment où sa mort approche. Et cela dans le cas de Gustave Aschenbach prend d'autant plus de relief qu'il nie en s'abandonnant à sa passion toutes ses conceptions artistiques passées.

Que Visconti ait pris les troisième et cinquième symphonies de Gustav Mahler comme seule partition musicale ne nous éloigne pas de l'esprit de Thomas Mann, puisque celui-ci séjournait à Venise lorsqu'il apprit la mort du musicien et en fit partiellement son personnage.

L'écrivain de la nouvelle est devenu un compositeur, transposition logique et enrichissante. Tous les éléments sont réunis pour une réalisation exceptionnelle : Dirk Bogarde, merveilleusement maladroit, et Bjorn Andersen, parfait Adonis, ne sauraient être dissociés de cette réussite qu'un esthète seul pouvait concevoir.

Avec Joseph Losey et son « Messenger » on tombe dans le conformisme le plus étroit de la Palme d'or. Le caractère du metteur en scène ne semblant guère s'arranger avec les années, sa mauvaise humeur transparaît et l'on doit à sa seule valeur professionnelle de ne pas sombrer dans les sentiments de mauvais goût. On vogue hardiment entre le très bon et le très mauvais film, sans éprouver de réelle sympathie à l'égard de la plupart des personnages. Le thème du petit garçon pauvre, invité à passer ses vacances dans une riche famille anglaise pour y jouer en quelque sorte le rôle de jeune homme de compagnie crée un climat pénible.

Nous sommes à nouveau au début de ce siècle mais la société est cette fois-ci observée par le petit côté de la lorgnette. L'opposition des classes sociales, de leur mentalité, achève de déterminer l'esprit desséché et étié d'un monde où l'indifférence-reine contamine obligatoirement ceux qui l'approchent et tue en eux toute possibilité d'amour. Il est regrettable de constater à quel point les opinions d'un réalisateur peuvent gâcher en partie son talent indiscutable. Car il y a dans « le Messenger » des séquences merveilleuses, que l'on regarde avec plaisir, ne serait-ce que par la beauté de la campagne anglaise ou la sensibilité du jeune interprète.

Le jury du festival a-t-il voulu récompenser le cinéaste ou une œuvre particulière ? Accordons-nous le droit de dire que malgré certaines réticences, il a eu cette année la main particulièrement heureuse.

DOMINIQUE PAOLI

bilan de trois mois

Trois mois déjà depuis la fondation de la N.A.F. ; trois mois pendant lesquels, partis de rien, nous avons eu tout à créer. Un bilan est utile, un bilan est même nécessaire si l'on veut progresser, remédier à nos défauts, confronter nos espérances et nos réalisations.

L'installation de nos locaux et leur aménagement, s'ils représentent un tour de force, laissent encore beaucoup à désirer. Un mobilier trop rare et un peu hétéroclite ne facilite pas beaucoup notre travail administratif. L'organisation de celui-ci absorbe pour l'instant une grande partie de nos efforts sans pour cela aboutir à une efficacité totale. Sur ce point encore notre faiblesse financière nous force à recourir à nos militants bénévoles dont l'efficacité n'est pas toujours à la mesure de leur dévouement.

Les pessimistes et les grincheux nous prédisaient la mort prochaine de notre presse. Trois numéros d'"A.F. Université", le lancement de notre hebdomadaire, modeste certes, mais dont le dixième numéro sort aujourd'hui, sont là pour démentir ces prévisions. A noter que notre hebdomadaire, après des débuts un peu cahotants, « sort » maintenant régulièrement et continuera sa parution pendant toutes les vacances. Si les ventes à la criée de la "N.A.F." se sont révélées partout excellentes (moyenne de diffusion à la criée : 1.050 exemplaires par semaine), la progression des abonnements est insuffisante. La période des vacances ne doit pas relâcher nos efforts sur ce plan et c'est un objectif de 500 abonnés nouveaux pour le 15 septembre que nous nous sommes fixés. D'autre part, la vente ne doit pas cesser pendant les vacances, les militants doivent nous indiquer le nombre d'exemplaires et l'adresse où nous devons leur expédier chaque semaine la "N.A.F."

La vitalité de la N.A.F. s'est aussi manifestée par nos réunions : Aix, Toulon, Marseille, Le Mans, Troyes, Lille, Rouen, Grenoble, Avignon, sans parler bien sûr de l'I.P.N. du 28 avril dont la presse s'est largement fait l'écho, et de nombreuses réunions à Paris et en banlieue. Le camp sera encore l'occasion de plusieurs réunions publiques en Champagne et, dès la rentrée, nous organiserons des tournées de conférences dans toutes les provinces.

Les vacances, loin d'être une période de démobilité totale, devront être consacrées à la préparation de la rentrée à tous les échelons de notre mouvement. Au niveau de la direction, plusieurs séances de travail sont prévues, une session de huit jours servira à élaborer notre stratégie pour les mois à venir. Pour les cadres, la journée de travail du 31 juillet servira d'amorce à la mise sur pied de leur organisation locale. Pour tous enfin, les vacances doivent être à la fois l'occasion d'essayer de nouvelles formes de propagande et de faire également un bilan de leur activité de ces derniers mois.

Au 15 septembre, nous devons être présents partout.

Y. AUMONT,

Membre du Comité Directeur,
Secrétaire du Bureau National.

CAMP 1971

Le camp des militants et sympathisants de la Nouvelle Action Française se tiendra en Champagne près de Bar-sur-Aube, du 18 juillet au 1^{er} août. Véritable « université d'été », les campeurs recevront à la fois une formation théorique et doctrinale par les conférences et les cercles d'études et une formation pratique pour toutes les activités utiles au militant d'Action Française.

**Le camp a lieu au Château de Belroy, 10 - Bayel.
(A 6 km de Bar-sur-Aube.)**

Risquant cette année d'avoir de très nombreuses candidatures, nous ne pourrions accueillir que les gens décidés à devenir des militants actifs. Les demandes d'inscription doivent nous être adressées à

l'avance. L'accès du camp sera refusé à ceux qui n'auront pas rempli cette formalité.

RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

- En raison des circonstances il n'y aura cette année aucune location de matériel au camp. Les campeurs devront donc se procurer par leurs propres moyens : tente, lit de camp et sac de couchage.
- Le prix du séjour est fixé à 240 F pour la durée du camp pour les inscriptions parvenues avant le 5 juillet. Passé cette date le prix du séjour est fixé à 260 F.
- La gare la plus proche du lieu de camp est Bar-sur-Aube. Un service de voiture fonctionnera à l'arrivée de tous les trains les samedi 17 et dimanche 18.
- Les demandes de renseignements et d'inscription sont disponibles dès maintenant.

Journée "Portes ouvertes"

**CHATEAU DE BELROY
1^{er} AOUT**

- 10 heures :** Accueil de la population de l'Aube et de nos militants et sympathisants.
- 13 heures :** Repas. Ceux qui le désireront trouveront sur place sandwiches et boissons.
- 15 heures :** REUNION D'ACTION FRANÇAISE.

Allocutions de :

G.-P. WAGNER, président du Comité directeur de l'Action Française.

Yves LEMAIGNEN.

Nicolas KAYANAKIS.

Gérard LECLERC, Rédacteur en Chef de la "N.A.F."

REUNIONS ET CONFÉRENCES

HYERES

Vendredi 9 juillet 1971, à 21 heures, Réunion d'information sous la présidence de Fabrice O'Driscoll, président départemental, bar l'Ilot, salle réservée, place de la Raden.

BAR-SUR-AUBE

Vendredi 23 juillet, à 21 h, grande réunion au Café du Commerce Madre, avec Gé-

rard Leclerc, rédacteur en chef de la N.A.F., Paul Maissonblanche et Patrick Bertin.

REUNION DES CADRES

Une journée de travail destinée aux cadres de la N.A.F., sous la présidence effective de M^r G.-P. Wagner, président du Comité directeur de l'Action Française, aura lieu au camp le 31 juillet de 10 à 18 heures. Les participants doivent nous indiquer à l'avance le nombre de repas à prévoir et les chambres d'hôtel à retenir.

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

La question des classes sociales

Il y a un Maurras méconnu. A force de citer toujours les mêmes textes sur la démocratie politique, sur la politique étrangère ou sur la monarchie — ce qui n'est un reproche pour personne — on en vient à oublier certaines idées fondamentales de notre maître. Ainsi néglige-t-on la philosophie maurrassienne de l'ordre, l'anthropologie politique qui se dégage de ses œuvres ou les conceptions de notre maître en matière sociale. D'où la fausse conception que certains maurrassiens se font de l'ordre, d'où une conception restrictive de la politique. Cette méconnaissance de la pensée maurrassienne aboutit finalement à la constitution chez certains d'une sorte de catéchisme mal fait et mal assimilé dont les principes, détachés de ce qui les fonde, perdent toute force persuasive. Dans plusieurs articles, Gérard Leclerc a commencé à remettre en lumière certains aspects trop oubliés de la pensée de notre maître. Nous voudrions, de notre côté, tenter de faire le point sur le problème des classes sociales. C'est en effet un sujet qui est rarement développé de façon complète. On connaît bien sûr l'analyse que fait Maurras de la loi de Chapelier et les aspects essentiels de la doctrine corporative de l'Action française. Mais généralement on méconnaît ou on passe sous silence la dynamique des classes sociales telle qu'elle a été exprimée par Maurras tout au long de sa vie.

On retient généralement du procès intenté par Maurras à la démocratie ses aspects politiques. Certes, Maurras a montré de façon décisive que la démocratie libérale avait entraîné la compétition pour le pouvoir, l'incompétence des gouvernants et la lutte entre les membres de la Nation.

Mais Maurras a également démontré que, sur le plan économique et social, la démocratie avait entraîné la naissance du prolétariat, l'avènement du capitalisme et l'apparition de la lutte des classes. En effet, tout en libérant de ses entraves le capital, la démocratie, au nom d'une liberté principe, en est venue à détruire toutes les libertés réelles provinciales ou professionnelles. Avec la loi de Chapelier, la démocratie ne laissait à l'ouvrier aucune possibilité réelle de se défendre. Elle en faisait « un être sans attaches, véritable nomade égaré dans un désert d'hommes » (1). Certes, le contrat de travail prétendait réaliser une égalité parfaite entre l'employeur et l'employé, aussi libres l'un que l'autre. Mais Maurras n'avait pas de peine à montrer que cette égalité n'était qu'un leurre puisqu'elle mettait en présence un employeur disposant de larges moyens financiers et d'une réserve de main-d'œuvre, et un ouvrier pressé par la nécessité de subsister. La seule liberté de l'ouvrier était donc de refuser l'emploi pro-

posé par le capitaliste, ce qui permettait à Maurras de conclure que « la liberté économique aboutit donc, par une déduction rapide, à la célèbre liberté de mourir de faim » (2).

Suppression capitaliste, l'exploitation du prolétariat est donc la conséquence directe de la législation révolutionnaire, elle-même inspirée par les principes dégagés par Rousseau et par les Physiocrates. On voit donc que Maurras contredit directement le matérialisme historique. Certes, il reconnaît la réalité de la lutte des classes au XIX^e et au XX^e siècle, mais il montre que cette lutte n'est pas le moteur de l'histoire, mais bien le produit de la démocratie. Et ceci est pour Maurras une vérité que confirme l'histoire universelle. Contrairement à ce que pense Marx en effet, les guerres sociales de l'Antiquité ne montrent pas que « l'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes » comme l'affirme le Manifeste communiste. Comme celles de l'époque contemporaine, ces guerres ont été le fait de la démocratie. « Très précisément, écrit Maurras, les longues guerres des pauvres contre les riches et la destruction de la cité et de la ville sont sorties de la démocratie. Avant elles, la coopération des classes se faisait tant bien que mal. Après elles, de cette démocratie politique et de son parti sortit l'INSTITUTION ÉCONOMIQUE de leurs rivalités d'instincts. Celles-ci auraient pu exister, mais elles auraient pu aussi ne pas exister, suivant le cas, les circonstances, les événements... la démocratie les a rendues nécessaires. » (3)

La démocratie a donc posé les conditions de la lutte. Mais celle-ci n'aurait pu se développer si l'ouvrier était resté isolé face au pouvoir politique et à la puissance du capitaliste. Instinctivement, les ouvriers ont redécouvert une des grandes lois de toute société : face à une industrie qui n'était qu'un « vaste rouage inhumain », face à un pouvoir politique qui ne voulait lui accorder ni statut ni propriété, le premier réflexe de l'ouvrier a été de s'associer avec ses compagnons de misère pour discuter sur un pied de moindre inégalité avec le patron. C'était là, dit Maurras, un « réflexe de défense vital ». La survie de l'ouvrier nécessitait en effet la reconstitution d'une certaine guerre de communauté. Certes, pour Maurras, la classe est loin de constituer la meilleure forme d'organisation communautaire. Mais le groupement en classe est un fait imposé par les structures politiques et économiques. Mais ce fait n'est pas irrémédiable et Maurras montrera qu'au-delà des classes, il y a des communautés, plus larges et plus fortes.

Si Maurras reconnaît l'existence de classes et la réalité du conflit qui les oppose, il ne

considère cependant pas celui-ci comme un bienfait. Bien au contraire, il éprouve devant cette lutte une « horreur profonde ». Car elle ne détruit pas seulement le capital technique et les produits de l'activité humaine ; elle met aussi en péril l'existence de la Nation : « qu'il s'agisse, écrit Maurras, d'une cité grecque flambée par la querelle de ses riches et de ses pauvres devant le même ennemi romain, ou que l'on doive constater la résignation à la ruine d'une nation comme la France pour les cas de mésentente entre employés et employeurs, il n'y a qu'un mot : c'est pitié » (4). On voit donc l'importance que Maurras attache à la question sociale. Pour lui, c'est « la question de l'être ou du non-être au cœur de l'unité ». C'est pourquoi l'un des buts primordiaux de son combat sera d'indiquer les moyens d'une solution à la question posée, cette « Barbarie nombreuse et consciente campée au milieu des édifices de l'ordre » que constitue le prolétariat.

Contrairement à ce que l'on avance parfois, les solutions présentées par Maurras ne sont marquées d'aucun angélisme. S'il déclare possible la coopération des classes, c'est en fonction des réalités qui, tout en étant masquées par la démocratie, n'en demeurent pas moins présentes.

Pour Maurras, la lutte des classes n'est pas une fatalité. Loin d'être la génératrice de l'histoire, elle n'en constitue qu'un moment, elle n'est qu'une « idée sans avenir » puisqu'elle ne procède pas de la force des choses, mais d'institutions politiques que l'on veut détruire. Car si les classes existent, l'observation montre qu'elles ne sont pas vouées à se combattre. Il y a en effet quelque chose de plus fort que la classe, c'est la solidarité des membres d'une même entreprise, d'un même métier, à quelque classe qu'ils appartiennent. Cette solidarité découle de la communauté d'intérêts qui existe entre les membres d'une même profession : « L'ouvrier du fer, écrit Maurras, croit avoir un intérêt absolu à imposer le plus haut salaire possible et le patron du fer à le refouler aussi bas que possible, mais tous deux ont le même intérêt et plus fort, bien plus fort, à ce que leur partie commune, le travail du fer, subsiste et soit florissant » (5). Tel est le grand argument qu'avance Maurras contre la doctrine de la lutte des classes. Certes, il sait que la vie professionnelle ne peut être une idylle. Il y aura toujours des conflits sur les salaires ou les conditions de travail. Mais une entente est possible à un niveau plus élevé entre le patron et l'ouvrier qui ont besoin l'un de l'autre puisqu'ils vivent de la même industrie. La démocratie, qui profite de la lutte des classes, ne peut traduire cette réalité dans l'organisation du travail. Ce sera donc à la Monarchie de concevoir une organisation à la fois syndicaliste et communautaire qui soit capable d'exprimer l'intérêt commun à l'ensemble du groupe producteur, sans pour autant étouffer les revendications particulières qui ne pourront manquer de naître en son sein.

(A suivre.)

Bertrand RENOUVIN.

(1) Maurras. Mes Idées Politiques. Préface.

(2) Maurras. Libéralisme et libertés, démocratie et peuple.

(3) Maurras. De la Colère à la Justice.

(4) Maurras. Votre Bel Aujourd'hui.

(5) Maurras. Mes Idées Politiques. Préface.